

COMMUNIQUE DE L'USP du 7 janvier 2021

Notre système de santé craque

Les soins urgents et vitaux sont encore dispensés mais dans quelles conditions ?

Les personnels des soins sont au bout du rouleau, désabusés de leur métier, broyés dans la machine. Au point pour certains de perdre la boussole de leur éthique professionnelle et de mettre en avant le tri à faire sur les malades qui se présentent.

Qui en est responsable ?

Certainement pas ces professionnels eux-mêmes, sur qui on reporte des questions qui devraient être traitées par le débat démocratique.

Depuis des années, les gouvernements successifs ont sacrifié notre système public de santé et l'ont vendu à la découpe au privé, sans aucune pensée globale et prospective sur les besoins et défis de santé à venir.

Des professionnels sous-payés par rapport à leurs compétences, leur qualification et leur engagement ; une absence de reconnaissance des savoir-faire ; une logique économique qui passe avant la logique des soins ; des dysfonctionnements majeurs liés à une logistique et une administration inadaptées, pourtant pléthoriques ; un empiètement de plus en plus important de techniques managériales nocives qui ne sont là que pour faire marcher des escadrons de petits soldats...

La servitude volontaire des plus gradés, paramédicaux, administratifs et malheureusement parfois médicaux, soumet aveuglément l'ensemble au dogme de la productivité, de la performance, d'une prétendue efficience, de la course au chiffre, de la concurrence entre services, établissements... Cette bureaucratie comptable, disciplinée et aveugle, dont le coût et le poids sont énormes, présente dans toutes les strates des hôpitaux, des GHT mille-feuille, des ARS... aboutit à une maltraitance des patients et des soignants, détruit le soin, dégoûte les soignants et les conduit à l'arrêt ou à la fuite. Quoi de mieux que ce lent pourrissement, cette destruction organisée pour faire fuir aussi les patients et permettre de proposer le privé lucratif comme sauveur ?

Nous en sommes arrivés là.

Peut-on encore parler d'erreur ou d'incompétence là où une stratégie de non-assistance clairement affichée trouve son illustration ?

Plus encore, c'est l'absence de vision de santé publique qui fait défaut : celle qui articulerait la médecine de ville à la médecine hospitalière, restaurerait une permanence des soins, prendrait véritablement en compte les plus précaires (4 % de la population n'a pas de mutuelle et devra payer de sa poche le nouveau forfait urgence à 19,61 € alors que le manque de médecins généralistes est criant). Là encore il s'agit de favoriser attente, conflit, humiliation des patients par des équipes exsangues pour les dégouter un peu plus.

La psychiatrie en est une parfaite illustration. Alors qu'elle est démantelée depuis des années mais ô combien nécessaire par les temps difficiles que nous traversons, elle n'a eu droit qu'à quelques mesurette en septembre dernier alors que les besoins se chiffrent en milliards.

Aussi l'USP appelle-t-elle à la mobilisation pour dénoncer cette politique et pour la défense d'une évolution positive de notre système de santé vers un accès pour tous sans condition le mardi 11 janvier, à l'unisson des intersyndicales et des collectifs de la santé, ainsi qu'à la participation aux Assises citoyennes du soin psychique des 11 et 12 mars 2022 à Paris.

Delphine Glachant, présidente
Pierre Paresys, vice-président
et le Conseil national